

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2011)
Heft: 1912

Artikel: Le désir malsain de démanteler la SSR
Autor: Tille, Albert
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1025747>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

décennies, les allègements au profit des plus favorisés se sont succédés. Il est temps de donner un coup d'arrêt à cette tendance. D'autant plus que les effets

négatifs de la course à la sous-enchère fiscale commencent à se faire sentir (DP 1892¹¹). En imposant exclusivement au niveau fédéral¹² la part des

revenus dépassant un certain montant – par exemple 300'000 francs –, on éviterait le tourisme fiscal des nantis.

Le désir malsain de démanteler la SSR

Albert Tille • 22 mai 2011 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/17513>

La proposition de réduire massivement le montant de la redevance radio-TV est un mauvais coup politique

Une pétition munie de 143'000 signatures demande de réduire la redevance Radio-TV à 200 francs contre 462 francs aujourd'hui. La cible prioritaire est évidemment la SSR. Son budget serait amputé de 45%.

Le nombre de signatures réclamant ce démantèlement peut impressionner. Mais l'exploit est très relatif. Rien n'est plus simple que de signer et de signer à nouveau sur Internet. Et comment résister si l'on nous propose de payer deux fois moins?

Nathalie Rickli, à l'origine de ce coup politique, est conseillère nationale UDC de Zurich. Son parti n'aime pas la SSR. Mais il ne soutient pas l'agression trop massive de son élue. La Zurichoise est aussi, et surtout, vendeuse de publicité pour les radios et TV privées. Bravo! Elle fait sa propre pub en véritable professionnelle.

Faut-il pour autant «*dégraisser le mammoth*» et réduire le «*train de vie somptuaire*» de la SSR, comme le suggère avec élégance Patrick Chuard dans *24 Heures* (19.5)?

Certes, à l'abri d'une redevance plus stable que les recettes publicitaires, la Radio et la TV publiques souffrent moins de la crise. Certes les journalistes de la SSR sont un peu mieux payés que ceux de la presse écrite, contraints qu'ont été ces derniers d'accepter des conventions collectives de travail toujours plus défavorables. Cela ne signifie pas qu'il faut aligner vers le bas les conditions de travail d'une profession globalement peu rémunérée en regard du niveau de formation qu'elle exige.

Et un appauvrissement de l'audiovisuel public ne renforcerait en rien la presse écrite. Une perte d'audience de la SSR n'augmenterait ni le tirage des journaux ni leurs recettes publicitaires. Elle profiterait exclusivement aux radios et surtout aux télévisions étrangères qui rafleraient une

part accrue de la publicité suisse. Le seul secteur où l'audiovisuel et la presse écrite sont en concurrence est l'Internet. Et l'on peut comprendre que les éditeurs s'opposent à l'introduction de la publicité sur les sites Radio-TV.

Sans redevance, il n'y aurait pas de radio et de télévision suisses dignes de ce nom. Le mandat de service public justifie et impose des ressources autres que celles de la seule publicité. La SSR n'est certes pas dispensée d'une gestion rigoureuse. Son nouveau directeur général s'y emploie. Le Conseil fédéral donne le ton en serrant la vis malgré la hausse vertigineuse des droits de retransmission de manifestations sportives.

Au-delà, nous entrons dans une zone dangereuse. Les revendications des nationalistes de mise à la diète et de coupe dans les programmes signifieraient une perte pour la cohésion nationale et pour l'image de la Suisse.